

E.1.1 ACTION EN FAVEUR DE LA JEUNESSE

2

AIDE AUX ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DU 1^{ER} DEGRÉ



NATURE ET OBJECTIF DE L'AIDE

Aider au maintien et au développement de l'enseignement du 1^{er} degré par une participation financière aux travaux de bâtiments et aux dépenses de matériel.

BÉNÉFICIAIRES

Communes et groupements de communes.

CRITÈRES UTILISÉS DANS LE CADRE DE L'EXAMEN DE LA DEMANDE (QUALITATIFS ET QUANTITATIFS)

Nature du projet :

Sont aidés les opérations de création, de construction, d'extension et de réhabilitation des écoles maternelles et primaires y compris les travaux connexes relatifs aux abords et intégrés dans le projet global, des cantines y compris celles séparées du groupe scolaire et à usage exclusivement scolaire.

Dépenses éligibles :

– Les travaux liés aux opérations citées ci-dessus dès lors qu'elles respectent la réglementation thermique en vigueur

– les opérations de réhabilitation lourdes.

Sont considérées comme telles, conformément à l'arrêté du 13/06/2008, les travaux de réhabilitation dont le coût est supérieur à 25% du coût de construction du bâtiment fixé par arrêté annuel

- les opérations de réhabilitation lourde portant sur une surface supérieure à 1 000m² sont éligibles sous réserve du respect de la réglementation thermique globale,
- les opérations de réhabilitation lourde portant sur

PIÈCES À FOURNIR AU DÉPÔT DU DOSSIER

- délibération du maître d'ouvrage approuvant la dépense, sollicitant la subvention et s'engageant à inscrire la dépense à son Budget en investissement ;
- devis descriptif et estimatif des travaux ;
- documents graphiques
- résultats d'appel d'offres pour les opérations supérieures à 90 000€ HT

DIRECTION DE RÉFÉRENCE

Direction de l'Aménagement et de l'Habitat

MODALITÉS DE DÉPÔT

Modalités de dépôt

DATE DE DÉPÔT DE LA DEMANDE

Les dossiers doivent être déposés entre le 31 mars et le 31 octobre de l'année 2012 en vue d'une programmation en fin d'année et du vote par le Département

E1

E.1.1 ACTION EN FAVEUR DE LA JEUNESSE

2

AIDE AUX ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DU 1^{ER} DEGRÉ

une surface inférieure à 1 000m² sont éligibles sous réserve que les travaux envisagés permettent la réalisation d'une économie d'énergie de 20% par rapport à la situation initiale.

- les travaux sur les abords des bâtiments dans le cadre de la construction, ou de l'extension neuves, et de la rénovation lourde, sous réserve qu'ils présentent un lien direct avec les travaux bâtiments.
- les opérations de réhabilitation légère dès lors qu'elles concourent de manière générale aux économies d'énergie et portent sur l'enveloppe du bâtiment, le chauffage, l'eau chaude sanitaire et la ventilation, à l'exception du refroidissement et de l'éclairage du bâtiment.

L'éligibilité de ces opérations est conditionnée à :

- la fourniture d'un bilan énergétique global, conseil en orientation énergétique, pré-diagnostic ou diagnostic énergétique déterminant de manière hiérarchisée un bouquet de travaux à réaliser, et mentionnant, pour chaque type de travaux, les économies d'énergies potentielles. Le coût de ce diagnostic sera intégré à la dépense subventionnable,
- la mise en œuvre d'un bouquet de travaux portant au moins sur deux des éléments d'amélioration préconisés par le diagnostic.
- la réalisation d'une économie d'énergie d'au moins 20%.
- les acquisitions foncières et immobilières pour la création et l'extension des bâtiments (si la date de signature de

des engagements correspondants l'année suivante.
Et ainsi de suite pour les années à venir.

CRITÈRES DE PRIORISATION

- date de complétude du dossier
- Couverture des besoins du territoire concerné
- Inscription des demandes dans un plan départemental
- Des critères complémentaires pourront être adoptés par la Commission Permanente du Département.

E.1.1 ACTION EN FAVEUR DE LA JEUNESSE

2

AIDE AUX ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DU 1^{ER} DEGRÉ

l'acte d'acquisition a eu lieu dans un délai de 3 ans à compter de la date de dépôt de la demande de subvention),

- les acquisitions de mobilier et de matériel (notamment le gros matériel de cuisine seulement et de mobilier scolaire (à l'exclusion du petit électroménager, de la vaisselle, du petit accessoire et du matériel audiovisuel) uniquement liées à une construction, une création ou une extension des locaux,
- les études d'investissement préalables, les dépenses d'ingénierie et d'assistance à maîtrise d'ouvrage (si elles ont fait l'objet d'un mandat dans un délai de 3 ans maximum à compter de la date du dépôt de la demande de subvention),
- les dépenses liées à l'accessibilité des personnes handicapées.

Sont notamment exclus des dépenses subventionnables :

- Les opérations d'entretien intérieur et extérieur, le renouvellement de matériel et mobilier.
- Les travaux d'entretien, de maintenance, de remise aux normes ou de mise en conformité.

TAUX D'INTERVENTION - CUMUL MODALITÉS D'ATTRIBUTION ET DE VERSEMENT

Taux de base : 20% du HT

Critères de modulation du taux pour les communes et EPCI de moins de 2000 habitants : le PFE de la commune ou de l'EPCI.

E1

E.1.1 ACTION EN FAVEUR DE LA JEUNESSE

2

AIDE AUX ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DU 1^{ER} DEGRÉ

E1

Une bonification de 10% est mobilisable dans les mêmes conditions que la bonification applicable aux communes de plus de 2 000 habitants au titre de l'approche environnementale (b).

Critères généraux de modulation du taux pour les communes et EPCI de 2000 habitants et plus : un ou plusieurs de ces critères, dans la limite de 20% :

a) la mutualisation de la démarche du Maître d'ouvrage :
intercommunalité de la maîtrise d'ouvrage

b) l'approche environnementale dans l'élaboration du projet et sa gestion ultérieure :

– Dans le cas d'une construction neuve ou d'une réhabilitation lourde : bonification de 10 % si le bâtiment respecte les normes BBC et qu'une démarche HQE est mise en œuvre.

A ce titre, le projet devra viser 7 cibles sur les 14 cibles HQE existantes, dont la cible énergie au niveau très performant, les cibles eau et éco-construction au niveau performant, ainsi que 4 autres cibles au choix parmi les 11 restantes au niveau base.

– Dans le cas d'une réhabilitation légère : bonification de 10% si les travaux génèrent une économie d'énergie de plus de 40%.

c) la mise en œuvre d'une démarche d'insertion liée à l'opération : toute action en faveur de l'insertion des publics d'exclusion économique et sociale.

PIÈCES À FOURNIR (b)

- Note de présentation du projet sur lequel s'engage le maître d'ouvrage ;
- fiche-type à remplir par le Syndicat de bassin versant ;
- cahier des charges et conclusions du diagnostic d'énergie, avec attestation du Bureau d'études ;
- devis correspondants
- attestation(s) du maître d'œuvre

PIÈCES À FOURNIR (c)

attestation d'une clause d'insertion dans les marchés publics, de la réalisation d'un chantier-école, d'une opération spécifique.

E.1.1 ACTION EN FAVEUR DE LA JEUNESSE

2

AIDE AUX ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DU 1^{ER} DEGRÉ

d) *la fragilité économique et sociale du Maître d'ouvrage selon les critères suivants :*

les Maîtres d'ouvrage ont droit à une bonification au titre de ce 4^{ème} critère dans les conditions suivantes :

- Communes : percevoir la DSU ou avoir un IDS supérieur ou égal à 1
- EPCI à fiscalité propre : avoir un IDS supérieur ou égal à 0,9
- EPCI sans fiscalité propre : voir délibération en vigueur

La modulation, pour toutes les communes, et quels que soient les critères, ne pourra pas dépasser le plafond de 20%

Plancher de dépense pour les communes et EPCI de 2000 habitants et plus : 4 000 € HT.

Plafond de dépense pour toutes les communes et tous les EPCI :

Les bâtiments scolaires : (ne s'appliquent qu'aux seules salles de cours, selon référentiel de l'Education Nationale).

	Ecoles primaires et maternelles
Jusqu'à 3 salles de cours	180 000 € / par salle de cours
De 4 à 6 salles de cours	150 000 € / par salle de cours
Plus de 6 salles de cours	100 000 € / par salle de cours
Extension partielle ne comprenant pas de classe, hors cantines (salle d'activités, locaux administratifs...) sous réserve que la construction ait plus de 10 ans.	1 800 € par m ² de surface Hors Œuvre Nette

E.1.1 ACTION EN FAVEUR DE LA JEUNESSE

2

AIDE AUX ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DU 1^{ER} DEGRÉ

E1

Ne sont pas considérés comme classes les préaux, les sanitaires, la chaufferie, les salles de repos, le gardiennage et le logement de fonction, les vestiaires, les salles des professeurs, les bureaux de la Direction, l'entrée, l'accueil, la circulation, le dégagement, les escaliers, les débarras et le stockage.

Les cantines scolaires

Un plafond différencié est également proposé pour les cantines. La création d'une cantine hors site scolaire mais desservant un ou plusieurs établissements scolaires sera traitée au regard du nombre de classes desservies dans les établissements rattachés. Il est proposé un plafond spécifique de :

- 200 000 € montant forfaitaire jusqu'à 3 classes desservies,
- 30 000 € par classe supplémentaire

La construction de cuisines centrales avec office de réchauffage et dont l'usage serait mutualisé avec une structure publique (scolaires, personnes âgées, ...) de même que les opérations réalisées sous maîtrise d'ouvrage d'un EPCI ou d'un SIVOS et relevant de ce même esprit de mutualisation fera l'objet à la fois d'une bonification de 5% du taux de subvention et du plafond de 200 000 € jusqu'à 3 classes desservies, augmenté de 30 000 € par classe supplémentaire et par structure bénéficiant du service de restauration centrale.